



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 27 mars 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Commerce de détail annuel, 2004

2

Les ventes au détail se sont renforcées en 2004, étant donné que les consommateurs ont profité des facilités de crédit, de la hausse de l'emploi et de l'augmentation du revenu personnel disponible pour arranger leur maison et acheter de nouveaux meubles.

Étude : Les nouvelles frontières de recherche au sujet de la retraite

6

Des changements sociaux de portée générale forcent les Canadiens à repenser la perception qu'ils ont de la retraite traditionnelle, selon un nouvel ouvrage diffusé aujourd'hui par Statistique Canada.

Indice des prix des produits agricoles, janvier 2006

10

Détaillants hors magasin, 2004

11

Enquête sur les incubateurs d'entreprises, 2005

13

Gestion de la propriété intellectuelle dans les ministères scientifiques fédéraux, 2004-2005

14

Papier-toiture asphalté, février 2006

14

Nouveaux produits

15



Communiqués

Commerce de détail annuel

2004

Les ventes au détail se sont renforcées en 2004, étant donné que les consommateurs ont profité des facilités de crédit, de la croissance de l'emploi et de l'augmentation du revenu personnel disponible pour arranger leur maison et acheter de nouveaux meubles.

Les magasins de détail ont affiché des recettes d'exploitation de 370,7 milliards de dollars, en hausse de 4,2 % par rapport à 2003. Le rythme de cette hausse a été plus rapide que celui de la croissance de 3,5 % enregistrée en 2003. Au cours de l'année 2003, les détaillants ont été secoués par des événements tels que la poussée épidémique du SRAS et la panne d'électricité en Ontario.

En 2004, les recettes, les marges bénéficiaires et les bénéfices d'exploitation ont tous affiché une hausse. Les marchés vigoureux de l'habitation et de la rénovation, conjugués à une augmentation du revenu personnel disponible et à une baisse des taux d'intérêt, ont stimulé les dépenses de consommation de biens.

Les recettes ont progressé dans la plupart des principaux groupes de magasins de détail, à l'exception des magasins d'ordinateurs et de logiciels, qui ont affiché un déclin de 4,7 %.

La plus forte croissance a été observée dans les magasins ayant des liens directs avec les marchés de l'habitation et de la rénovation. Les recettes des magasins d'accessoires de maison ont grimpé de 11,6 %, tandis que celles des centres de rénovation et des quincailleries ont augmenté de 10,2 %.

Les recettes des stations-service ont aussi affiché une forte croissance (+10,7 %). L'année 2004 a été témoin d'une hausse de 10,5 % de l'Indice des prix à la consommation pour l'essence, comparativement à 2003.

Proportionnellement, pour 100 \$ du total des recettes d'exploitation du commerce de détail en 2004, les concessionnaires de voitures neuves ont représenté 20 \$, soit la part la plus importante, suivis des supermarchés (16 \$), des magasins de marchandises diverses (11 \$) et des stations-service (près de 10 \$).

Les magasins à succursales représentent les deux cinquièmes des recettes totales

On peut répartir les magasins de détail en deux grandes catégories, soit les magasins à succursales et les magasins indépendants.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué combine les données de deux enquêtes : l'Enquête annuelle sur le commerce de détail en magasin, qui porte sur les points de vente au détail indépendants, et l'Enquête annuelle sur les magasins à succursales, qui porte sur les détaillants à succursales.

Les magasins de détail peuvent être classés en deux grands groupes : les magasins à succursales (y compris les grands magasins) et les détaillants indépendants.

Les données du présent communiqué sont fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

On obtient la **marge brute** en soustrayant le coût des ventes du total des revenus d'exploitation. Le ratio s'exprime sous forme de pourcentage du total des revenus d'exploitation. Cette mesure s'appelle également la rentabilité d'exploitation.

On obtient le **bénéfice d'exploitation** en soustrayant du total des revenus d'exploitation le total des dépenses d'exploitation, majorées pour tenir compte du coût des biens vendus (les stocks d'ouverture plus les achats et les coûts directs moins les stocks de fermeture).

On obtient le **ratio des dépenses aux recettes d'exploitation** en divisant le total des dépenses d'exploitation par le total des revenus d'exploitation. Ce rapport s'exprime sous forme de pourcentage.

Les magasins à succursales ont représenté un peu plus des deux cinquièmes (43 % ou 159,6 milliards de dollars) des recettes d'exploitation totales en 2004. Les magasins indépendants ont continué à représenter la part la plus importante de l'industrie de détail, affichant environ 57 % des recettes d'exploitation totales.

Un magasin à succursales est un organisme exploitant quatre points de vente au détail ou plus qui font partie de la même classe industrielle et qui appartiennent également à un même propriétaire à n'importe quel moment de l'année d'enquête. Un détaillant indépendant exploite moins de quatre emplacements.

Les recettes d'exploitation dans les magasins à succursales ont augmenté de 6,3 % comparativement à 2003, tandis que la marge brute (la différence entre les recettes d'exploitation totales et le coût des biens vendus) a crû de 5,6 %. Les recettes d'exploitation des magasins indépendants ont progressé de 2,7 %, enregistrant des marges brutes en hausse de 5,3 %.

Près des trois quarts (73 %) des recettes d'exploitation des magasins à succursales provenaient de celles des 27 régions métropolitaines de recensement. Les hausses ont été plus marquées dans les centres de l'Ouest, les recettes ayant crû de 9,4 % à Calgary et de 8,6 % à Edmonton. Toutefois,

les progressions dans les trois plus grands centres urbains, soit Toronto (+4,7 %), Montréal (+5,0 %) et Vancouver (+4,8 %), ont été nettement plus faibles.

Les marchés de l'habitation et de la rénovation encouragent les ventes

Alors que les taux hypothécaires ont diminué et que le nombre de mises en chantier a crû, les Canadiens ont eu de plus en plus tendance à engager des dépenses pour leur maison. Cela s'est traduit par des ventes importantes dans les magasins servant les marchés de l'habitation et de la rénovation.

Parmi tous les magasins de détail, à l'exclusion des ventes des stations-service, ce sont les magasins d'accessoires de maison, les centres de rénovation et les quincailleries qui ont affiché la progression la plus importante sur le plan des recettes d'exploitation.

Les recettes d'exploitation totales pour ces deux catégories de magasins, conjuguées à celles des magasins de matériaux de construction spécialisés et d'articles de jardinage, ainsi qu'à celle des magasins de meubles, se sont chiffrées à 36,4 milliards de dollars en 2004, ce qui représente 10,0 % du total des recettes d'exploitation du commerce de détail.

Les magasins de détail divers, qui comprennent des articles de maison tels que les jacuzzis, les bains tourbillons et les piscines, ont affiché une augmentation appréciable de 7,9 % de leurs recettes d'exploitation.

Les consommateurs ont dépensé près de 9,6 milliards de dollars dans les magasins d'appareils électroniques et électroménagers, en hausse de 6,1 % par rapport à 2003.

Les magasins de vêtements sont à la tête pour ce qui est des marges brutes

La marge brute des magasins de détail (la différence entre les recettes d'exploitation totales et le coût des ventes) a augmenté de 5,4 % pour s'établir à plus de 97,1 milliards de dollars en 2004.

Ce montant a représenté 26,2 % des recettes d'exploitation, en légère hausse par rapport à la proportion de 25,9 % affichée en 2003.

Les progressions des marges brutes sur les ventes au détail ont été généralisées. Les marges se sont stabilisées, ou ont chuté, dans seulement 7 des 18 groupes de commerce.

Les marges, exprimées en pourcentage des recettes d'exploitation, ont varié beaucoup d'un groupe de commerce de détail à l'autre. Chez les concessionnaires de voitures, le pourcentage n'a été que de 13,3 %, ce qui représente le plus faible

niveau parmi les groupes de commerce. La marge a été de 47,0 % pour les magasins de vêtements, soit la marge la plus élevée, suivie de 46,8 % pour les magasins de chaussures et d'accessoires vestimentaires et les bijouteries.

Les magasins de vêtements ont enregistré la hausse la plus élevée en ce qui concerne les marges parmi tous les magasins de détail, grâce à la baisse des prix et à la hausse des ventes. Leur marge s'est chiffrée à 2,5 points de pourcentage de plus qu'en 2003. Le coût des ventes pour les magasins de vêtements a diminué de 2,4 % par rapport à 2003.

En revanche, malgré les recettes d'exploitation à la hausse, les magasins d'accessoires de maison ont vu leur marge, exprimée en pourcentage des recettes, fléchir de 1,9 point de pourcentage pour s'établir à 37,4 %, tandis que le coût des ventes a progressé de 15,1 %.

Dépenses d'exploitation maîtrisées

Les dépenses d'exploitation pour l'industrie de détail en général ont crû de 4,8 % pour atteindre 76,8 milliards de dollars en 2004. Malgré cela, les détaillants ont été en mesure de maîtriser les dépenses relatives aux recettes.

Les dépenses d'exploitation ont représenté 20,7 % des recettes d'exploitation en 2004, demeurant pratiquement inchangées par rapport au taux de 20,6 % observé l'année précédente. Les bénéfices d'exploitation des détaillants ont progressé de 8,1 % pour se fixer à 20,3 milliards de dollars.

Le ratio des dépenses aux recettes d'exploitation a varié grandement parmi les 18 grands groupes de magasins de détail, 13 groupes ayant enregistré un ratio supérieur à la moyenne nationale.

Pour les magasins de chaussures et d'accessoires vestimentaires et les bijouteries, les dépenses d'exploitation ont représenté 40,7 % des recettes, tandis que le ratio des magasins de détail divers a été de 35,4 %. Tous ont affiché une hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2003, ce qui constitue la croissance la plus importante de tous les groupes.

Ce sont les magasins de meubles qui ont enregistré la baisse la plus remarquable du ratio, ce dernier perdant 1,7 point de pourcentage, tandis que les magasins d'accessoires de maison ont enregistré une diminution de 1,4 point de pourcentage.

Ces deux groupes ont profité d'une forte progression des recettes. La croissance affichée dans les magasins de meubles a compensé toute hausse des dépenses, tandis que les magasins d'accessoires de maison ont maintenu leurs dépenses aux niveaux de 2003 (-0,1 %).

Les stocks augmentent chez la plupart des détaillants

Dans l'ensemble, les détaillants ont augmenté leurs niveaux de stocks de 5,5 %, ces derniers se chiffrant à 52,7 milliards de dollars.

Malgré cette hausse, le ratio des stocks aux recettes d'exploitation est resté relativement stable. En 2004, les stocks ont représenté 7,0 % des recettes, en légère baisse par rapport au taux de 7,1 % affiché l'année précédente. (Une baisse de ce ratio est favorable aux détaillants.)

La hausse des stocks de détail a été généralisée, étant donné que seulement 4 des 18 groupes ont enregistré une diminution. Les magasins d'ordinateurs et de logiciels ont connu la baisse la plus importante (-9,7 %), reflétant les efforts continus déployés par ces

détaillants en 2004 pour réduire les coûts et maximiser les recettes.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2446 et 2447.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section du Service à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*). Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Alexander Hays au (613) 951-3552, Division de la statistique du commerce.

□

**Commerce de détail selon la province et le territoire
2004**

| | Nombre de magasins | Recettes d'exploitation | Marge brute | Recettes d'exploitation, 2003 à 2004 | | Recettes d'exploitation |
|---------------------------|--------------------------|----------------------------|----------------|--------------------------------------------------|------|----------------------------|
| | | | | var. | en % | |
| en millions de dollars | | | | | | |
| Canada | 197 043 | 370 711 | 97 106 | 4,2 | | 100,0 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 3 641 | 5 716 | 1 420 | 0,2 | | 1,6 |
| Île-du-Prince-Édouard | 957 | 1 407 | 356 | 0,1 | | 0,4 |
| Nouvelle-Écosse | 6 010 | 10 568 | 2 680 | 1,8 | | 2,9 |
| Nouveau-Brunswick | 4 707 | 8 317 | 1 989 | 2,0 | | 2,3 |
| Québec | 47 208 | 83 719 | 20 612 | 3,5 | | 22,7 |
| Ontario | 73 636 | 137 906 | 38 442 | 2,7 | | 37,7 |
| Manitoba | 6 796 | 13 282 | 3 332 | 7,1 | | 3,5 |
| Saskatchewan | 6 338 | 11 202 | 2 802 | 5,6 | | 3,0 |
| Alberta | 20 028 | 47 192 | 11 532 | 7,7 | | 12,3 |
| Colombie-Britannique | 27 212 | 50 138 | 13 586 | 6,7 | | 13,2 |
| Yukon | 200 | 416 | 107 | 2,8 | | 0,1 |
| Territoires du Nord-Ouest | 236 | 597 | 157 | 0,3 | | 0,2 |
| Nunavut | 74 | 251 | 91 | 2,9 | | 0,1 |

**Commerce de détail selon le groupe de commerce
2004**

| | Recettes d'exploitation | Dépenses d'exploitation | Marge brute | Bénéfice d'exploitation | Recettes d'exploitation, 2003 à 2004 | |
|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------|----------------------------|--------------------------------------------------|------|
| | | | | | var. | en % |
| en millions de dollars | | | | | | |
| Total | 370 711 | 76 821 | 97 106 | 20 286 | 4,2 | |
| Concessionnaires d'automobiles neuves | 75 656 | 8 444 | 10 055 | 1 612 | 0,8 | |
| Concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces | 16 050 | 3 166 | 3 685 | 519 | 1,7 | |
| Stations-service | 35 681 | 4 559 | 6 985 | 2 426 | 10,7 | |
| Magasins de meubles | 8 805 | 2 773 | 3 308 | 535 | 5,1 | |
| Magasins d'accessoires de maison | 5 278 | 1 713 | 1 976 | 263 | 11,6 | |
| Magasins d'ordinateurs et de logiciels | 2 213 | 523 | 557 | 34 | -4,7 | |
| Magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers | 9 599 | 2 669 | 3 014 | 345 | 6,1 | |
| Centres de rénovation et quincailleries | 17 232 | 3 896 | 5 147 | 1 251 | 10,2 | |
| Magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage | 5 094 | 1 322 | 1 529 | 207 | 2,7 | |
| Supermarchés | 58 670 | 11 767 | 14 444 | 2 677 | 3,5 | |
| Dépanneurs et magasins d'alimentation spécialisés | 13 674 | 2 933 | 3 375 | 443 | 5,1 | |
| Magasins de bière, de vin et de spiritueux | 13 531 | 2 154 | 6 125 | 3 971 | 3,2 | |
| Pharmacies et magasins de produits de soins personnels | 24 295 | 6 319 | 7 416 | 1 097 | 5,4 | |
| Magasins de vêtements | 15 716 | 6 176 | 7 387 | 1 211 | 2,2 | |
| Magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et bijouteries | 5 122 | 2 085 | 2 395 | 310 | 0,4 | |
| Magasins de marchandises diverses | 42 339 | 8 920 | 11 278 | 2 358 | 4,0 | |
| Magasins d'articles de sport, de passe-temps, de musique et librairies | 9 740 | 3 147 | 3 549 | 402 | 1,8 | |
| Magasins de détail divers | 12 016 | 4 255 | 4 882 | 626 | 7,9 | |

Étude : Les nouvelles frontières de recherche au sujet de la retraite

Des changements sociaux de portée générale forcent les Canadiens à repenser la perception qu'ils ont de la retraite traditionnelle, selon le nouvel ouvrage *Les nouvelles frontières de recherche au sujet de la retraite* diffusé aujourd'hui par Statistique Canada.

La génération du baby-boom, dont les premiers membres ont 60 ans cette année, a eu une incidence fondamentale sur toutes les institutions sociales qu'elle a touchées. La retraite ne fait pas exception à cette règle.

Les analystes qui se penchent sur l'évolution de la société prévoient que la vague de départs à la retraite des membres de la génération du baby-boom provoque d'importants changements institutionnels et culturels. Cet ouvrage jette un regard nouveau sur les réorganisations qui pourraient être nécessaires à cet effet. Plusieurs études font ressortir les différences dans la façon dont les hommes et les femmes prennent leur retraite.

Les conclusions de cet ouvrage sont axées sur quatre thèmes principaux.

En premier lieu, l'ouvrage examine les différences entre les sexes du point de vue des tendances de la retraite. Le comportement des femmes de la génération du baby-boom influencera considérablement les perspectives de retraite au Canada à l'avenir. Les femmes sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de considérer leur retraite comme quelque chose qui dépasse le simple fait de toucher une pension de retraite ou de cesser d'occuper un emploi rémunéré.

En deuxième lieu, les décisions conjointes de retraite s'avèrent complexes pour plusieurs couples. Le nombre croissant de femmes qui touchent des prestations de retraite substantielles a des répercussions considérables sur les décisions concernant la retraite dans les familles canadiennes. Un nombre de plus en plus grand de couples considère que la prise de décision à ce chapitre devient beaucoup plus complexe.

En troisième lieu, maintenir un niveau de vie à la retraite devient de plus en plus une préoccupation. Dans un contexte d'incertitude croissante quant à leur future sécurité financière, un nombre croissant de personnes ne savent pas quand elles prendront leur retraite. D'autres en ont simplement retardé le moment.

Finalement, les cheminements de retraite se révèlent plus flexibles chez les travailleurs autonomes. En raison de la vague massive de départs à la retraite des membres de la génération du baby-boom, l'offre de main-d'oeuvre des travailleurs âgés prend de l'importance. Il est très probable que plusieurs

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur les conclusions d'un ouvrage intitulé Les nouvelles frontières de recherche au sujet de la retraite, publié aujourd'hui par la Division de l'analyse du travail non rémunéré de Statistique Canada.

L'ouvrage de 458 pages comprend 22 chapitres rédigés par des auteurs parmi lesquels figurent des chercheurs de renom de trois pays, ainsi qu'un important collaborateur à la politique sociale actuelle sur la retraite.

L'ouvrage met en évidence la contribution de Statistique Canada à la mine de renseignements pertinents qui ont servi à l'élaboration de connaissances utiles concernant la retraite et d'autres étapes vers la transition au troisième âge.

Pendant des décennies, la Section des pensions de notre organisme a produit des données largement utilisées dans ce domaine, auxquelles viennent maintenant s'ajouter les données de plusieurs enquêtes qui ont mené à des analyses pertinentes, plus particulièrement l'Enquête sociale générale et l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu. Dernièrement, des travaux ont été entrepris relativement aux comptes satellites des pensions dans le cadre du Système de comptabilité nationale.

Une part importante de l'ouvrage est consacrée à des documents scientifiques s'inspirant des données de Statistique Canada et nécessitant des innovations conceptuelles et statistiques substantielles qui illustrent bien l'utilité de ces données.

À cet égard, Statistique Canada a bénéficié de la collaboration importante de l'Institut de la statistique du Québec, collaboration qui remonte au rôle de premier plan que l'Institut a joué dans le cadre du Symposium «Nouvelles perspectives sur la retraite» de 2003.

choisiront un travail autonome, ce qui contribuera à faire augmenter la prévalence des trajectoires de retraite flexibles.

Tendances uniques de retraite chez les femmes

Les tendances de retraite chez les femmes exerçant une activité rémunérée ressortiront lorsque la vague de départs à la retraite des membres de la génération du baby-boom commencera, et ces tendances seront uniques, selon l'ouvrage.

Les femmes appartenant à la génération du baby-boom feront partie de la première génération de femmes qui auront été actives pendant la majeure partie de leur vie adulte. Elles amorceront leur transition vers la retraite avec des niveaux de pensions de retraite beaucoup plus élevés que ceux des cohortes de femmes précédentes. Le comportement des femmes de la génération du baby-boom influencera considérablement les perspectives de retraite des Canadiens à l'avenir.

Les études mentionnées dans l'ouvrage ont permis de déterminer que les femmes sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de percevoir la retraite comme quelque chose qui dépasse le simple fait de

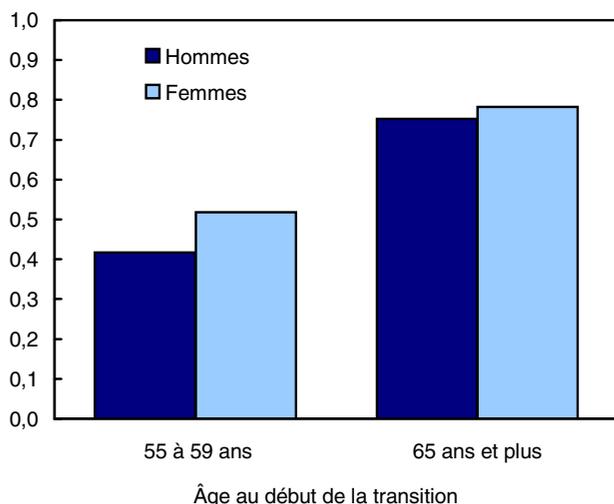
toucher une pension de retraite ou de cesser d'occuper un emploi rémunéré. Les femmes ont tendance à inclure dans leur concept du travail le temps qu'elles consacrent à des tâches non rémunérées, comme prodiguer des soins et faire du bénévolat, entre autres.

Une fois qu'elles entreprennent la transition du travail rémunéré vers la retraite, les femmes ont tendance à se diriger vers la retraite plus rapidement que les hommes. Cela est particulièrement le cas des femmes qui ont perdu leur emploi ou qui ont vécu un autre changement d'emploi involontaire. En effet, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de prendre leur retraite lorsqu'elles sont confrontées à un changement d'emploi involontaire.

Parmi les femmes qui ont entrepris leur transition vers la retraite entre 55 et 59 ans, environ 50 % d'entre elles ont pris leur retraite quatre ans plus tard, ce qui était le cas de seulement 40 % de leurs homologues de sexe masculin.

La transition à la retraite du travail rémunéré est plus rapide chez les femmes

Probabilité de départ à la retraite d'ici 2001



Les femmes sont aussi plus susceptibles de prendre une retraite involontaire. Parmi celles qui ont commencé leur transition vers la retraite en 1996 ou par la suite, 10,4 % ont pris leur retraite contre leur gré à la fin de 2001, soit près du double de la proportion de 5,7 % chez les hommes.

Les questions liées au ménage et à la famille ont tendance à influencer davantage la décision des femmes de prendre leur retraite alors que ce n'est pas le cas des hommes. Par exemple, en 2002, 12 % des femmes ont pris leur retraite pour prendre soin d'un membre de leur

famille, tandis que seulement 6 % des hommes ont fait de même.

Retraite conjointe : la décision est plus complexe pour les couples âgés

Le nombre croissant de femmes canadiennes qui reçoivent des prestations de retraite substantielles a des répercussions importantes sur les décisions relatives à la retraite conjointe. Pour un nombre croissant de couples, la décision de partir à la retraite en même temps que le conjoint devient complexe. Cela est encore plus compliqué lorsque la femme contribue à près de la moitié du revenu total du ménage.

En 2002, 48 % des femmes et 46 % des hommes ont indiqué qu'ils prévoyaient prendre leur retraite en même temps que leur conjointe ou conjoint. La proportion était de 60 % chez les femmes qui avaient le même âge que leur mari, et elle passait à 39 % chez les femmes qui avaient de cinq à neuf ans de moins.

Les femmes qui arrivent à la fin de la cinquantaine sont proportionnellement moins nombreuses que celles qui sont dans la quarantaine de prévoir prendre leur retraite en même temps que leur conjoint. Toutefois, cela peut être expliqué en partie par le pourcentage plus élevé de personnes déjà à la retraite parmi la population à la fin de la cinquantaine.

Les attentes quant à la retraite conjointe varient entre les travailleurs salariés et les travailleurs autonomes et entre les groupes professionnels. Elles varient en outre selon la dépendance économique de la femme à l'égard de son mari.

Par exemple, selon l'Enquête sociale générale, les deux tiers (68 %) des femmes travailleuses autonomes prévoient prendre leur retraite en même temps que leur conjoint, comparativement à seulement 44 % des femmes travaillant pour quelqu'un d'autre. Toutefois, une proportion importante de femmes travailleuses autonomes sont susceptibles d'être mariées à un homme travailleur autonome.

Généralement, si une femme occupe un poste de gestion ou une profession libérale, si elle a son propre régime de retraite et si elle contribue à la majorité du revenu du ménage, la probabilité est plus grande qu'elle perçoive le moment de sa retraite comme distinct de celui de son conjoint.

Nouvelles vulnérabilités concernant le niveau de vie à la retraite

De nombreux travailleurs âgés se sentent de plus en plus vulnérables pour ce qui est de maintenir leur niveau de vie à la retraite, toujours selon l'ouvrage. On peut invoquer plusieurs raisons.

Par exemple, la baisse du cours des actions après la crise boursière du secteur des technologies de pointe

en 2000 a placé de nombreux régimes de retraite en situation déficitaire et a contribué à réduire la valeur des épargnes des particuliers pour la retraite.

Les Canadiens vivent aussi plus longtemps, ce qui exerce des pressions supplémentaires sur le financement des régimes de retraite, les prestations devant être versées pendant des périodes plus longues que prévues. Ce problème sera accentué par le nombre impressionnant de membres de la génération du baby-boom.

Dans le contexte de l'incertitude croissante concernant leur sécurité financière future, un nombre de plus en plus grand de personnes ignorent encore quand elles prendront leur retraite. D'autres ont simplement reporté le moment de leur retraite.

Presque le cinquième des personnes interviewées dans le cadre de l'Enquête sociale générale de 2002 ont indiqué qu'elles n'avaient pas l'intention de prendre de retraite. En outre, de nombreuses personnes qui ont pris une retraite précoce retournent au travail, certaines pour des raisons financières.

Par ailleurs, la prévalence plus grande de modalités de travail atypiques, comme les emplois contractuels, les emplois à temps partiel ou les emplois occasionnels, aura des répercussions négatives sur la sécurité financière des futurs retraités. Les travailleurs qui occupent des emplois atypiques n'entretiennent généralement pas de rapports permanents avec un employeur particulier, ce qui limite leur accès aux régimes de retraite en milieu de travail.

Deux groupes sont particulièrement vulnérables : les immigrants et les femmes vivant seules. De 1980 à 2002, l'emploi a été la principale source de revenu pour les immigrants plus âgés. Ce groupe n'a pas profité de la maturation des régimes de retraite publics et privés autant que les personnes nées au Canada. Les revenus tirés des régimes de retraite d'employeur par les immigrants âgés de 65 ans et plus étaient inférieurs de 21 % à ceux de l'ensemble de la population âgée.

Un défi se pose aux employés de tous les groupes d'âge, à savoir mieux comprendre comment planifier financièrement, comment les régimes de pensions gouvernementaux fonctionnent, quels sont les types de régimes de pensions ou d'épargne-retraite qui sont disponibles, quels sont les risques associés aux différents régimes et quelle est la façon de gérer efficacement l'épargne et la dette personnelle.

Les travailleurs autonomes sont plus susceptibles de profiter d'une retraite flexible

En 2004, les travailleurs autonomes ont représenté 15 % de l'ensemble de la population

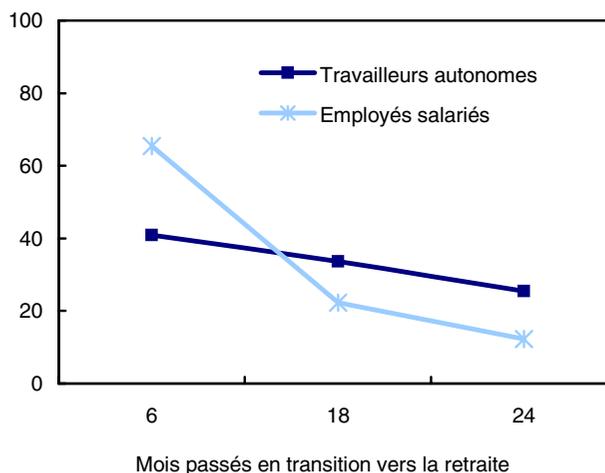
active, mais plus de 20 % des personnes âgées de 45 à 69 ans. Il est probable qu'avec la future vague massive de départs à la retraite des membres de la génération du baby-boom, le taux de travailleurs autonomes augmentera au Canada.

L'ouvrage jette un regard nouveau sur la mesure dans laquelle les travailleurs autonomes et les travailleurs salariés diffèrent du point de vue de leurs tendances de retraite.

Une fois qu'ils amorcent leur transition vers la retraite, les travailleurs rémunérés et salariés sont beaucoup plus susceptibles que les travailleurs autonomes d'être à la retraite un an plus tard. L'écart à ce chapitre était de plus de 20 points de pourcentage pour les personnes de 60 à 64 ans en 1996.

Les travailleurs autonomes sont beaucoup plus susceptibles de retarder le départ à la retraite que les employés salariés (âgés de 60 à 64 ans en 1996)

Pourcentage de départ à la retraite d'ici 2001



L'étude fournit la première estimation de l'importance des moyens dont jouissent les travailleurs autonomes du point de vue de la flexibilité des modalités de retraite. Elle a permis de déterminer que les travailleurs autonomes sont plus susceptibles que les salariés, dans une proportion de 10 %, d'avoir une retraite flexible.

Les données révèlent en outre que les travailleurs autonomes sont plus susceptibles de revenir sur le marché du travail après l'avoir quitté. Parmi ceux qui étaient en transition vers la retraite et qui avaient quitté le marché du travail entre 1996 et 1997, 29 % des travailleurs autonomes étaient considérés comme ayant une probabilité élevée ou moyenne d'y revenir. Il s'agit

de plus du double de la proportion de seulement 13 % pour les employés salariés.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3889 et 4500.

L'ouvrage *Les nouvelles frontières de recherche au sujet de la retraite* (75-511-XIF, 49 \$; 75-511-XPf, 65 \$) est maintenant en vente. Un rapport technique intitulé *Les nouvelles frontières de recherche au sujet de*

la retraite - Annexe technique (75-512-XIF, 20 \$; 75-512-XPf, 30 \$) est également offert. Voir *Pour commander les produits*. Pour obtenir des exemplaires, composez sans frais le 1 800 267-6677 (infostats@statcan.ca). Pour des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 263-1136.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Leroy Stone au (613) 951-9752 (stone@statcan.ca), Division de l'analyse du travail non rémunéré.

Évolution de la contribution des femmes au revenu total du ménage

| | 1980 | 2000 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|
| | % | |
| Les couples dont les deux conjoints ont travaillé à temps plein pendant 49 semaines ou plus au cours de l'année | 20 | 37 |
| Les couples dont la conjointe a contribué à 40 % ou plus du revenu total du ménage | 19 | 43 |
| Contribution moyenne des conjointes au revenu total du couple | 20 | 35 |



Indice des prix des produits agricoles

Janvier 2006

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles en janvier 2006 ont été inférieurs de 4,5 % à ceux de janvier 2005, les prix des cultures et les prix du bétail ayant tous les deux enregistré une baisse.

Dans l'ensemble, les prix des cultures ont régressé de 4,8 % par rapport à janvier 2005, ce qui a prolongé la tendance à la baisse d'une année à l'autre amorcée à l'été 2003, selon l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA). Les prix que les agriculteurs ont obtenus pour l'ensemble des cultures, les pommes de terre et les légumes mis à part, ont diminué.

Les prix du bétail et des produits d'origine animale ont diminué de 3,2 % par rapport à leur niveau observé en janvier 2005. L'indice n'a connu que trois baisses depuis juin 2005. Les prix des porcs et de la volaille ont poursuivi leur tendance à la baisse d'une année à l'autre, faisant reculer l'indice total du bétail et des produits d'origine animale, et ce, malgré la vigueur constante des prix des bovins, des veaux et des produits laitiers.

Les porcs et les bovins et veaux sont les deux principaux produits qui contribuent à l'indice du bétail et des produits d'origine animale. Les prix des porcs avaient connu des hausses considérables en 2004 par rapport à leurs creux observés en 2003, mais ils ont commencé à décliner au printemps de 2005. À l'opposé, les prix des bovins et des veaux ont été rabaissés par la crise de l'ESB (maladie de la vache folle) jusqu'à la fin de 2004, puis ils se sont nettement améliorés pendant 2005, après la réouverture de la frontière.

En janvier, sur une base mensuelle, les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont augmenté de 0,3 % par rapport à décembre, la faible hausse de l'indice total des cultures ayant plus qu'annulé la baisse de l'indice total du bétail et des produits d'origine animale.

L'IPPA (1997=100) s'est établi à 91,8 en janvier. Il s'agit d'une légère hausse par rapport à l'indice de

décembre 2005, qui était alors à son plus bas niveau en six ans.

L'indice total des cultures a crû de 1,9 % en janvier par rapport à l'indice révisé de décembre, surtout en raison de l'augmentation des prix des céréales.

La production record de céréales et d'oléagineux au Canada et aux États-Unis, qui s'est ajoutée aux approvisionnements déjà abondants, a nui aux prix des céréales et des oléagineux. Toutefois, les prix des céréales ont été soutenus par de nouvelles préoccupations liées aux conditions climatiques dans les principales régions de culture.

L'indice total du bétail et des produits d'origine animale a affiché une baisse de 0,6 % en janvier par rapport à décembre. Tous les produits ont enregistré des diminutions, sauf la volaille et les oeufs.

Les prix des bovins et des veaux ont régressé de 2,5 % en janvier. Il s'agit du troisième déclin depuis la réouverture de la frontière au commerce des bovins vivants en juillet 2005.

L'indice des porcs, qui a affiché une baisse de 5,4 % par rapport à décembre, était à son plus faible niveau depuis janvier 2004. Les prix des porcs ont poursuivi leur déclin, les stocks de porcs destinés à la vente sur le marché nord-américain étant toujours élevés.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro de janvier 2006 de *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 6, n° 1 (21-007-XIF, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au (613) 951-2074 (marco.morin@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. □

Indice des prix des produits agricoles (1997=100)

| | Janvier 2005 ^r | Décembre 2005 ^r | Janvier 2006 ^p | Janvier 2005 à janvier 2006 var. en % | Décembre 2005 à janvier 2006 |
|-----------------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| Indice des prix des produits agricoles | 96,1 | 91,5 | 91,8 | -4,5 | 0,3 |
| Cultures | 85,5 | 79,9 | 81,4 | -4,8 | 1,9 |
| Céréales | 73,3 | 58,9 | 60,1 | -18,0 | 2,0 |
| Oléagineux | 76,0 | 70,0 | 69,9 | -8,0 | -0,1 |
| Cultures spéciales | 97,4 | 72,5 | 71,9 | -26,2 | -0,8 |
| Fruits | 101,7 | 107,8 | 100,8 | -0,9 | -6,5 |
| Légumes | 115,4 | 119,9 | 121,4 | 5,2 | 1,3 |
| Pommes de terre | 116,5 | 151,2 | 151,9 | 30,4 | 0,5 |
| Bétail et produits d'origine animale | 104,4 | 101,7 | 101,1 | -3,2 | -0,6 |
| Bovins et veaux | 105,2 | 110,1 | 107,4 | 2,1 | -2,5 |
| Porcs | 88,0 | 70,7 | 66,9 | -24,0 | -5,4 |
| Volaille | 102,2 | 91,3 | 101,1 | -1,1 | 10,7 |
| Oeufs | 96,9 | 97,1 | 97,7 | 0,8 | 0,6 |
| Produits laitiers | 121,9 | 131,9 | 128,3 | 5,3 | -2,7 |

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Détaillants hors magasin 2004

Les détaillants hors magasin ont affiché une modeste augmentation de leurs revenus en 2004, mais leur part réelle du marché de détail canadien a légèrement diminué.

Ces détaillants ont fourni pour 11,8 milliards de dollars de biens et services, en hausse de 1,2 % par rapport à 2003. Malgré tout, ce type de vente au détail n'a réalisé qu'une modeste percée sur le marché canadien du commerce de détail, ayant représenté seulement 3,1 % de part du marché en 2004, comparativement à 3,3 % en 2003.

Les détaillants hors magasin vendent leurs produits et services autrement que par des points de vente fixes. Ils rejoignent plutôt leurs clients par l'intermédiaire de méthodes comme l'infopublicité, la publicité directe, la publication de catalogues imprimés et électroniques, le porte-à-porte, les démonstrations à domicile, les expositions temporaires de marchandises (stands et kiosques) et les distributeurs automatiques. Ce sous-secteur comprend aussi des établissements de livraison à domicile tels que ceux qui livrent le mazout et les journaux.

Le plus grand groupe, celui des marchands de combustibles, a représenté 46,0 % du total des revenus d'exploitation des détaillants hors magasin en 2004. Leurs revenus n'ont crû que de 4,6 %, malgré la hausse des prix du pétrole. Cependant, la hausse des prix du pétrole s'est reflétée dans la catégorie du carburant pour automobiles, où les revenus ont monté de 12,1 % par rapport à 2003. Par contraste, les combustibles domestiques n'ont connu qu'une hausse de 3,5 %.

Les entreprises de télémarketing et de vente par correspondance, le deuxième groupe en importance (33,0 %), ont déclaré une baisse des revenus de 1,8 %.

Les établissements de vente directe, le troisième groupe en importance (15,0 %), ont rebondi, enregistrant une modeste augmentation de 1,0 % en 2004, après avoir subi un léger recul l'année précédente.

Les exploitants de distributeurs automatiques, qui constituent le plus petit groupe en importance (près de 6,0 %), ont accusé un net recul de 6,0 % de leurs revenus.

Ensemble, les marges bénéficiaires brutes des détaillants hors magasin ont accusé une baisse, passant de 35,0 % en 2003 à 34,5 % en 2004. Cette diminution est attribuable à une concurrence croissante et à l'incapacité des détaillants hors magasin de transférer aux consommateurs les coûts accrus des achats de biens pour la revente. Cela a été le cas notamment chez les marchands de combustibles et les entreprises de télémarketing et de vente par correspondance.

Les exploitants de distributeurs automatiques et de service de café ont enregistré la plus importante marge bénéficiaire brute en 2004 (51,8 %), suivis des établissements de vente directe (51,1 %) et des entreprises de télémarketing et de vente par correspondance (39,9 %). Les marchands de combustibles ont connu la plus faible marge bénéficiaire (23,3 %).

Dans l'ensemble, le bénéfice d'exploitation en pourcentage des revenus d'exploitation des détaillants hors magasin a augmenté et a atteint 7,2 % en 2004,

contre 7,0 % en 2003. Les marchands de combustibles ont affiché le meilleur bénéfice d'exploitation (8,1 %), suivis des établissements de télémagasinage et de vente par correspondance (7,2 %) et des exploitants de distributeurs automatiques et de service de café (5,3 %). Quant aux établissements de vente directe, ils ont enregistré un bénéfice d'exploitation de 5,0 %.

Seulement 4 des 10 grands groupes de marchandises du commerce de détail hors magasin ont affiché des hausses de leurs ventes. La plus forte augmentation (+6,0 %) a été observée dans le groupe comprenant le carburant domestique et le carburant, l'huile et les additifs pour véhicules automobiles, en grande partie en raison de l'augmentation des prix du pétrole.

Les ventes ont augmenté de 4,5 % dans le groupe des articles de santé et de soins personnels, ce qui a reflété la croissance soutenue des ventes des pharmacies canadiennes par Internet. La baisse la plus importante est survenue dans le groupe formé de la quincaillerie, du matériel de rénovation et des produits pour pelouse et jardin (-21,1 %).

Nota : On obtient la marge brute en soustrayant le coût des biens vendus (les stocks d'ouverture plus les achats et les coûts directs moins le stock de clôture) du total des revenus d'exploitation. Le ratio s'exprime sous forme de pourcentage du total des revenus d'exploitation. On calcule le bénéfice d'exploitation en soustrayant le total des dépenses d'exploitation plus le coût des biens vendus du total des revenus d'exploitation. Le ratio s'exprime sous forme de pourcentage du total des revenus d'exploitation.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2448.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (detaillantsinfo@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denis Fournier au (613) 951-0096 (denis.fournier@statcan.ca), Division de la statistique du commerce. □

Commerce de détail hors magasin par industrie 2004

| | Revenus d'exploitation | Marge brute | Bénéfice d'exploitation | Revenus d'exploitation, 2003 à 2004 | Revenus d'exploitation |
|-----------------------------------------------------------------|---------------------------|------------------|----------------------------|-------------------------------------------|---------------------------|
| | en milliers de dollars | | | var. en % | répartition en % |
| Total | 11 845 350 | 4 086 825 | 852 454 | 1,2 | 100,0 |
| Entreprises de télémagasinage et de vente par correspondance | 3 934 386 | 1 568 170 | 281 425 | -1,8 | 33,2 |
| Exploitants de distributeurs automatiques et de service de café | 677 587 | 350 966 | 36 161 | -6,0 | 5,7 |
| Marchands de combustibles | 5 502 136 | 1 283 610 | 447 781 | 4,6 | 46,4 |
| Établissements de vente directe | 1 731 241 | 884 079 | 87 086 | 1,0 | 14,6 |

Ventes de marchandises du commerce de détail hors magasin 2004

| Marchandises | Ventes de biens et services | Ventes de biens et services, 2003 à 2004 | Ventes de biens et services |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------|
| | en milliers de dollars | var. en % | répartition en % |
| Total | 11 749 550 | 1,3 | 100,0 |
| Aliments et boissons (excluant les repas et les repas légers) | 971 057 | -3,0 | 8,3 |
| Articles de santé et de soins personnels | 1 508 353 | 4,5 | 12,8 |
| Vêtements, chaussures et accessoires | 658 437 | 1,7 | 5,6 |
| Articles et fournitures (non électriques) pour la maison | 224 953 | -8,5 | 1,9 |
| Articles d'ameublement et appareils électroniques | 1 221 316 | 1,5 | 10,4 |
| Quincaillerie, matériel de rénovation et produits pour pelouse et jardin | 262 307 | -21,1 | 2,2 |
| Articles de sport et de loisirs | 807 937 | -5,9 | 6,9 |
| Carburant domestique et carburant, huile et additifs pour véhicules automobiles | 5 224 972 | 6,0 | 44,5 |
| Services (incluant les repas et les repas légers, les réparations et la location) | 310 365 | -1,3 | 2,6 |
| Autres biens | 559 852 | -10,1 | 4,8 |

Enquête sur les incubateurs d'entreprises 2005 (données provisoires)

Des données provisoires sont offertes sur les incubateurs d'entreprises au Canada. Un incubateur d'entreprise est une unité opérationnelle qui se spécialise dans la fourniture de locaux, de services, de conseils et de soutien pour aider les nouvelles entreprises et les entreprises en croissance à s'établir et à devenir rentables.

L'enquête portait sur l'affiliation, l'infrastructure, les sources de financement, les politiques, les clients, les activités, les services, les répercussions, la gestion et les obstacles des incubateurs d'entreprises.

L'enquête a été créée dans le cadre d'un programme de la Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique de Statistique Canada pour fournir des renseignements aux autres ministères

gouvernementaux afin de les aider à élaborer des politiques et des programmes. L'enquête est le résultat d'une collaboration de Statistique Canada et d'Industrie Canada.

Un document de travail sur les incubateurs d'entreprises au Canada sera bientôt offert.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5095.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Michael Bordt au (613) 951-8585 (michael.bordt@statcan.ca) ou avec Rad Joseph au (613) 951-6830 (robert.joseph@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.

Gestion de la propriété intellectuelle dans les ministères scientifiques fédéraux

2004-2005 (données provisoires)

Il est maintenant possible de consulter les résultats provisoires de l'annexe «Gestion de la propriété intellectuelle» de l'Enquête sur les dépenses et la main-d'oeuvre scientifiques fédérales.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4212.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Michael Bordt au (613) 951-8585 (michael.bordt@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. Télécopieur : (613) 951-9920. ■

Papier-toiture asphalté

Février 2006

Il est maintenant possible de consulter les données de février sur le papier-toiture asphalté.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0052.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2123.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Direction des études analytiques documents de recherche : Importance de la littérature fonctionnelle : Compétences en lecture et en mathématiques et résultats sur le marché du travail des décrocheurs du secondaire, n° 275
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2006275
(gratuit).

Indice des prix des produits agricoles, janvier 2006, vol. 6, n° 1
Numéro au catalogue : 21-007-XIF
(gratuit).

Série de documents de recherche - Revenu : Enquête sur la dynamique du travail et du revenu : Questionnaire de l'entrevue de la composante d'entrée et sortie pour l'année de référence 2004, n° 2
Numéro au catalogue : 75F0002MIF2006002
(gratuit).

Les nouvelles frontières de recherche au sujet de la retraite
Numéro au catalogue : 75-511-XIF (49 \$).

Les nouvelles frontières de recherche au sujet de la retraite
Numéro au catalogue : 75-511-XPF (65 \$).

Les nouvelles frontières de recherche au sujet de la retraite - Annexe technique
Numéro au catalogue : 75-512-XIF (20 \$).

Les nouvelles frontières de recherche au sujet de la retraite - Annexe technique
Numéro au catalogue : 75-512-XPF (30 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Nouvelles 8 h à 11 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 fut considérablement ralentie.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipations à court terme 10
- Autorité de la concurrence, rapport de l'inspecteur général le 31 mai 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.